

cette requête, c'est de voir l'école primaire entrer dans la même voie et favoriser dans nos campagnes, nos villages et nos petites villes, l'œuvre déplorabile accomplie par les collèges commerciaux dans nos grands centres. S'il n'y a pas arrêt sur cette pente, si même il ne se produit une réaction énergique, il est triste de le penser, mais le mal nous paraît inévitable : jamais nous n'aurons au Canada le commerce français, l'industrie française, la finance française; et il nous faudra dire un adieu définitif à l'indépendance économique des Canadiens français.

On ne saurait donc nous reprocher de négliger le point de vue utilitaire en réclamant l'enseignement intense du français. Nous qui ne croyons à aucune infériorité de notre génie ethnique, nous sommes d'avis que nos compatriotes ont un intérêt primordial à marquer du sceau de leur race leurs activités commerciales, industrielles, financières. La preuve en est faite chaque jour : notre langue nous sera de plus en plus utile dans nos relations extérieures; divers signes nous font croire qu'elle occupera également une place de plus en plus considérable dans le commerce canadien. Nous osons dire davantage : nous ne désespérons pas de voir les nôtres se servir un jour, habituellement, de leur propre langue dans les affaires. Déjà le branle est donné et le progrès se fait sentir partout. Des adhésions précieuses et ferventes, parfois même impérieuses, nous arrivent. Il est même très rare aujourd'hui de rencontrer, comme cela se voyait parfois jadis, des pères de famille canadiens-français qui envoient leurs enfants aux écoles anglo-protestantes. L'expérience a prouvé que notre peuple n'avait besoin que d'être éclairé et que le sentiment de sa dignité, de ses devoirs et de ses meilleurs intérêts le ramène de jour en jour vers le culte de sa langue.

Vous l'aurez pensé avant nous : ce n'est pas le temps, à l'heure où tel mouvement se dessine, de faire servir l'école canadienne-française à opérer un recul. Nous vous supplions donc humblement, assurés d'être en communauté de pensée avec vous, de défendre une institution d'où dépend notre survivance, notre qualité de peuple français et apostolique. Notre patrimoine est tel qu'il ne peut être sauvé que s'il est défendu dans son intégrité. Nous vous supplions de ne pas abandonner à des maîtres, à des directeurs, à des inspecteurs d'écoles dont l'ampleur ou la tournure d'esprit nous laisse quelque inquiétude, le soin de fixer eux-mêmes la physionomie des écoles où sont élevés nos enfants, de ne pas livrer surtout à la libre interprétation de ces pédagogues, le sort de l'enseignement du français dans notre province. Nous demandons, en un mot, que d'étroites préoccupations utilitaires ne relèguent pas au second rang les intérêts supérieurs de notre peuple.